

L'éducation populaire : une réponse aux enjeux de prévention et d'émancipation en santé ?

Le 15 mars matin, l'Institut Montparnasse organisait dans les locaux du groupe Vyv une matinée dédiée à la santé par le prisme de l'éducation populaire.

Les intervenants sont venus dialoguer autour des enjeux liés à l'éducation pour la santé et à la promotion de la santé par les pairs, ce que l'on peut nommer - selon l'héritage de l'économie sociale et solidaire - l'éducation populaire en santé.

Nous les remercions chaleureusement pour leur témoignage :

- Jean-Marie Blanchoz, responsable de la promotion de la santé dans le département de Seine-Saint-Denis
- Christine Ferron, déléguée générale de Fédération Promotion Santé
- Jean-Marie Fessler, président du Conseil Scientifique de l'Institut Montparnasse
- Eric Legrand, sociologue, consultant en promotion de la santé, professeur affilié à l'EHESP
- Caroline Pincas, responsable des Re'pairs santé chez Unis Cité
- Boris Tavernier, délégué général de VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun)
- Jean-Victor Ayité, Directeur général du Réseau PASS en Côte d'Ivoire

En préambule, précisons quelques éléments de cadrage autour du concept de santé :

- Selon la charte d'Ottawa de 1986, « La promotion de la santé ne relève pas seulement du secteur de la santé [...], son ambition est le bien-être complet de l'individu et on pourrait ajouter « de la communauté ». Elle précise aussi les « conditions préalables à la santé » : la paix, un logement, l'éducation, la nourriture, des ressources durables, un écosystème stable, un environnement durable, la justice sociale. La santé doit ainsi être perçue comme une ressource. Elle n'est pas une fin en soi, et elle n'est pas qu'une affaire individuelle.
- La santé, au sens médical, biologique, ou encore systémique est complexe. Cette complexité, associée à des découvertes et donc des connaissances toujours plus importantes, nécessite d'agréger et d'organiser la connaissance afin de l'appréhender de manière holistique.

L'éducation populaire est une proposition de solution à cet enjeu. L'éducation de tous, par tous, dans tous les milieux, contribue à la réduction des inégalités de santé et favorise l'émancipation des individus.

Les initiatives portées par nos intervenants illustrent ce propos :

- En Côte d'Ivoire et au Sénégal, le programme PASS soutient des formations sanitaires (en particulier dans la lutte contre le diabète, l'hypertension, ou encore la promotion de la protection sociale) pour les femmes et les jeunes, public qui s'avère être un relai de promotion de la santé dans les communautés (pour traduire les messages dans les dialectes locaux notamment).
- Les Re'pairs santé, mis en place pour les services civiques, encouragent l'éducation à la santé par des jeunes, pour des jeunes. Formés par des experts, les jeunes en service civique s'approprient des thématiques comme la vie affective et sexuelle, la prévention des addictions, la santé mentale, en intervenant auprès d'autres jeunes et en recourant à des outils qu'ils ont eux-mêmes créés : jeux, quizz, escape games... La réussite de ce programme de pair à pair tient au lien de confiance qui existe entre les jeunes.
- Le réseau VRAC agit sur l'accès à une alimentation saine pour tous et encourage la co-construction de projets avec les habitants. La MESA à Lyon (Maison Engagée et Solidaire de l'Alimentation) en est un exemple : les prix, les produits, les ateliers proposés par ce tiers-lieu, ont été définis de manière collective. VRAC est ainsi le premier défenseur de la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation, basée sur des principes de justice sociale, de démocratie alimentaire et d'émancipation du modèle dominant de la grande distribution.
- L'Académie Populaire de la Santé de Seine-Saint-Denis a vocation à faire monter en compétence des habitants représentatifs de la diversité socio-économique du département, pendant un an, afin qu'ils deviennent des ambassadeurs en santé dans leur entourage. En les faisant dialoguer avec des experts et des professionnels de santé, la formation a vocation à redonner du pouvoir d'agir et de la confiance en soi aux participants.

L'éducation populaire en santé, parce qu'elle s'intéresse aux déterminants de la santé, parce qu'elle intègre l'environnement des individus et parce qu'elle favorise la coopération entre les acteurs, porte un projet de transformation sociale et incarne une forme de démocratie en santé.

A travers les différentes actions évoquées, la santé apparaît comme une ressource pour la citoyenneté. L'engagement des individus, avec les phases d'émancipation qu'il contient, a un effet vertueux démultiplicateur : l'engagement touche alors aux différentes sphères de la vie sociale, citoyenne et politique. L'ambassadeur est ensuite identifié à vie. Cet effet vertueux n'est pourtant pas identifié par les financeurs de ces projets.

Alors comment valoriser l'impact de l'éducation populaire sur la santé des populations ? Cela semble difficile. En France, la Fédération Promotion Santé travaille à la capitalisation des expériences et à la valorisation des initiatives de terrain. Elle s'emploie également à mobiliser des chercheurs dans de la recherche-action.

La capacité des acteurs à coopérer sur le terrain est un autre enjeu. De ce point de vue, la Fédération Promotion Santé offre un appui aux décideurs et s'inscrit comme un relais pour les acteurs de première ligne. En Côte d'Ivoire, le programme PASS s'efforce d'impliquer les organisations internationales (OMS, BIT), afin d'inscrire les programmes santé dans les agendas politiques des gouvernements.

En conclusion de cette matinée, l'éducation populaire en santé porte un projet politique et démocratique qui consiste à agir sur les déterminants sociaux de la santé en encourageant l'implication individuelle et collective des usagères et usagers dans la construction des diagnostics et d'un parcours de soins.

Plusieurs points de vigilance doivent cependant être gardés à l'esprit pour les porteurs de projet :

- Comment valoriser l'ensemble des compétences acquises ? Il s'agit de compétences sociales qui sont réinvesties dans différentes sphères professionnelles.
- Comment travailler en collectif ? Ne pas nier la question des conflits, c'est un vrai enjeu de démocratie.
- L'Etat ne doit pas se déresponsabiliser de ce qu'il délaisse. En particulier, la question des déterminants sociaux, structurels de santé. On ne travaille pas sur les causes. De ce point de vue, les organisations doivent toujours œuvrer pour un plaidoyer qui reste essentiel pour ne pas laisser la population.